

**Féminisme et « développement durable » :  
questionner les discours, changer les rapports sociaux  
Marie France Labrecque**

La préparation de cette communication s'est effectuée alors que le Canada reconnaissait en avril dernier que le plan touchant la santé des femmes dans les pays en développement et qui sera présenté à la réunion du G8 en Ontario en juin excluait l'avortement. Peu s'en est fallu que soit carrément exclue la contraception. L'offensive – incluant celle d'un certain représentant de l'Église catholique au Canada - est particulièrement paradoxale alors que plus de 500 000 femmes meurent chaque année au cours de leur grossesse ou pendant l'accouchement<sup>1</sup>, surtout dans les pays en développement où une femme meurt chaque minute à cause de complications dans ce contexte<sup>2</sup>. Que nous soyons au Nord ou au Sud, notre droit à exercer un contrôle sur notre propre corps semble toujours précaire, alors que certaines configurations de forces religieuses globales et locales alimentent un *backlash* conservateur<sup>3</sup> ou plus précisément néoconservateur. Le néoconservatisme est une sorte de néolibéralisme « enrichi » : ainsi, au fondamentalisme du marché qui domine depuis les années 1970, s'ajoutent maintenant des appels populistes à la religion, à l'ethnocentrisme et à la sécurité, ce qui continue de faire des rapports sociaux de sexe une question sensible sur les plans politique et culturel<sup>4</sup>.

**Du consensus de Washington aux Objectifs du millénaire pour le développement**

Comment en est-on arrivé là? Je voudrais prendre quelques minutes pour effectuer un bref retour sur l'histoire récente de l'offensive menée contre les droits acquis des femmes. Plusieurs chercheurs, notamment féministes, ciblent le Consensus dit de Washington comme un point marquant dans cette offensive. Le Consensus de Washington fait référence à cette série de mesures, inspirées de l'économiste Milton Friedman, prises dans les années 1980. Il s'agissait de « dégager des ressources financières le plus rapidement possible pour les consacrer au remboursement de la dette, afin de réduire le déséquilibre budgétaire et *favoriser la croissance économique* »<sup>5</sup>. Au début des années 1980 en effet, les pays en développement, et particulièrement ceux d'Amérique latine, ont vu leur dette externe croître de façon spectaculaire suite à l'augmentation des taux d'intérêt nord-américain (le *prime rate*). Peu à peu, ces pays ont été incapables de rembourser le capital et se sont davantage endettés pour pouvoir juste rembourser les intérêts. « Le piège de la dette s'est alors subitement refermé sur eux »<sup>6</sup>.

Pour avoir accès aux ressources financières leur permettant de rembourser, les pays en développement ont dû se soumettre à une série de conditions synthétisées sous un ensemble de Programmes d'ajustement structurel. Parmi ces conditions se trouvait la suppression des subventions aux produits et services de première nécessité (pain, riz, lait, sucre, essence, électricité, etc)<sup>7</sup>. Le résultat immédiat fut une augmentation du prix des aliments de base. D'autres conditions étaient de réduire les budgets sociaux (éducation, santé, logement, etc), et aussi de geler les salaires des fonctionnaires et d'en licencier un grand nombre<sup>8</sup>. L'objectif ultime de ce « nouvel agenda de développement », comme on se plaisait à l'appeler, était de laisser libre cours aux forces du marché et leur permettre d'opérer avec le moins de contraintes possibles<sup>9</sup>.

Le Consensus de Washington reposait sur une foi à toute épreuve dans l'approche du libéralisme et du laissez-faire, une foi telle que le Prix Nobel Joseph Stiglitz a appelé les penseurs du consensus « les fondamentalistes du marché »<sup>10</sup>. Les coûts humains, sociaux et même environnementaux du libéralisme ont été énormes et le sont encore si on considère les effets à long terme de la déréglementation. La crise des marchés financiers de même que le déversement de pétrole dans le golfe du Mexique font partie intégrante de cette mouvance.

Sur le plan humain, les coûts du libéralisme, par le biais des programmes d'ajustement structurel, ont été élevés, particulièrement pour les femmes. Celles-ci ont été les premières affectées par les ajustements économiques, par les coupures, et elles ont dû faire preuve d'inventivité et d'initiatives. Leur débrouillardise a en quelque sorte attiré l'attention de la Banque mondiale et des agences nationales de développement. Ces dernières ont vu en elles des agentes *efficaces* sur lesquelles miser pour assurer le bon fonctionnement des politiques, programmes et projets de développement mis en place dans le sillage du « nouvel agenda de développement » proposé par le Consensus de Washington.

Pour prendre un raccourci, on peut dire que ce « nouvel agenda de développement » a résulté en davantage de pauvreté et c'est d'ailleurs dans ce contexte que les Objectifs du millénaire pour le développement ont été formulés en l'an 2000. En adhérant à ces objectifs, les gouvernements de 189 pays membres des Nations Unies se sont engagés à ce que la pauvreté extrême diminue de moitié (par rapport aux données de 1990) d'ici l'an 2015. Plus particulièrement, on remarque qu'en vertu du troisième objectif et tel que formulé dans la Déclaration du Millénaire, les pays ont décidé, et je cite « de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, en tant que moyen efficace de combattre la pauvreté, la faim et la maladie, et de promouvoir un développement réellement *durable* »<sup>11</sup>.

Des féministes ont déjà fait remarquer que les Objectifs du millénaire restent silencieux sur les droits reproductifs, sur l'importance de l'accès à un travail décent, ou encore sur la violence à l'égard des femmes. Il n'y a en effet aucune référence à la CEDEF – la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Alors que les gouvernements affirment que le genre est transversal à l'ensemble des Objectifs – le fameux *mainstreaming* –, ces féministes rétorquent que la perspective de genre est singulièrement absente. Même plus, elles voient cette absence comme symptomatique du fait que l'on est en train de secondariser la question non seulement du genre mais aussi des droits des femmes<sup>12</sup>. Il ne reste que cinq ans pour atteindre les objectifs et il est clair qu'ils ne seront pas atteints globalement.

Prenons seulement quelques données statistiques à jour en 2008 provenant de l'OCDE (organisation de coopération et de développement économiques), qui circulent largement et qui, malgré leur manque de contextualisation valent la peine d'être citées<sup>13</sup> :

*Les femmes constituent 70 % des 1,2 milliard de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour.*

*Environ 776 millions d'adultes, soit 16 % de la population adulte du monde ne sont pas alphabétisés. Les deux-tiers sont des femmes.*

*Il manque près de 100 millions de femmes et de filles dans le monde, une situation produite par la préférence culturelle et sociale accordée aux fils dans certaines parties du monde et encouragée par la diffusion de techniques médicales comme l'échographie.*

*L'équité salariale n'existe dans aucun pays. Même dans les pays de l'OCDE, donc les pays du nord, la différence salariale moyenne entre les hommes et les femmes travaillant à temps plein est de 18 %; au Canada, l'écart est de 20 %<sup>14</sup>.*

*Au niveau international, on ne compte que 15 femmes sur 192 chefs d'État et de gouvernement.*

*La prise de décision économique et la gestion de la crise financière est assurée quasi exclusivement par des hommes en Europe. Les 27 gouverneurs des banques centrales des États membres de l'Union Européenne sont des hommes et les organes décisionnels clés au sein de ces organisations comprennent 83 % d'hommes et 17 % de femmes.*

### **L'Aide publique au développement : le cas du Canada**

Même si, de l'avis des institutions internationales, les situations diffèrent grandement selon les régions, la tâche reste titanesque. Lorsque l'on considère les moyens qui sont mis à la disposition de l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement, il est difficile de croire que ce qui est promu est vraiment le développement durable. Au Canada, comme dans les autres pays du nord, la réalisation des Objectifs passe par l'Aide publique au développement (APD). Cette APD est gérée en très grande partie par l'Agence canadienne de développement international, l'ACDI. Cette agence gouvernementale est reconnue comme ayant été une pionnière en ce qui concerne la promotion de l'égalité entre les sexes. On peut faire remonter l'élaboration de cette politique canadienne au milieu des années 1970 alors que l'ACDI allait s'inspirer du travail de Match International, une ONG féministe qui fait figure de pionnière en ce qui concerne le travail des Canadiens auprès des femmes du sud. Cette ONG vient d'ailleurs se voir couper les vivres par le gouvernement fédéral après 34 ans d'existence.

L'ACDI a à sa tête une présidente, Madame Margaret Biggs, mais la marge de manœuvre de cette fonctionnaire ne semble actuellement pas très large. En effet, c'est la Ministre de la coopération internationale, l'honorable Beverley J. Oda, qui a le dernier mot comme on l'a vu récemment sur la question de l'exclusion de l'avortement de l'initiative canadienne sur la santé maternelle et infantile, alors qu'elle faisait fi de la recommandation de Madame Biggs à l'effet d'assurer ce service. Il s'agit là, à mon avis, d'une autre dimension du *backlash* néoconservateur actuel.

Les premières lignes directrices sur l'intégration de la femme au développement (IFD) à l'ACDI ont donc été élaborées en 1976. La mise à jour de 1999 a donné lieu à la *Politique de l'ACDI en matière d'égalité entre les sexes*<sup>15</sup>. En fait, l'énoncé de la politique de l'ACDI en matière d'égalité entre les sexes de 1999 devait beaucoup à la Conférence de Beijing de 1995 alors que les approches des femmes et du développement ont endossé une approche de genre dans laquelle se combinaient la perspective du renforcement du pouvoir des femmes et celle de l'éradication de la pauvreté. Tout au long de la dernière décennie, de multiples débats ont eu lieu à la fois sur le renforcement du pouvoir que les institutions internationales de développement prétendent encourager et sur la « féminisation » de la pauvreté qu'elles veulent éradiquer.

La plus récente version de la Politique de l'ACDI en matière d'égalité entre les sexes date de 2010. Le but de cette politique est énoncé comme suit sur la première page, et je cite: « Appuyer la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes afin d'assurer un développement durable<sup>16</sup> ». Toujours sur la même page, les objectifs sont : « de faire avancer la participation des femmes au développement durable de leurs sociétés, à titre de décideuses, et sur un pied d'égalité avec les hommes; d'appuyer les femmes et les filles dans le plein exercice de leurs droits fondamentaux; de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes quant à l'accès aux ressources et aux retombées du développement, ainsi qu'à leur contrôle<sup>17</sup> ». C'est la seule page où l'expression « développement durable » sera utilisée.

Désormais, c'est la rhétorique de l'efficacité qui prévaut. En effet la reformulation de la *Politique en matière d'égalité entre les sexes* s'est faite dans le contexte du *Plan d'action pour accroître l'efficacité de l'aide*. Sur le site de l'ACDI, on peut lire : « Une aide efficace est une aide qui donne des résultats concrets et durables – une aide qui utilise les ressources de la meilleure façon possible et qui génère un maximum de retombées<sup>18</sup> ». Sur le même site, on remarque qu'il ne s'agit plus de développement durable mais bien de « croissance économique durable ». La connotation néolibérale de cette expression n'échappera probablement à personne.

Une comparaison entre l'énoncé de 1999 et celui de 2010 montre qu'on a non seulement pratiquement éradiqué l'expression « développement durable » mais aussi que l'on a cessé de la juxtaposer à celle de la « réduction de la pauvreté ». En fait, le mot « pauvreté » n'apparaît même pas une seule fois. Tout ce qui concerne la pauvreté a été regroupé dans la *Politique de l'ACDI en matière de réduction de la pauvreté* et dans ce document de dix pages, on ne mentionne qu'une seule fois la problématique femmes-pauvreté.

On peut en effet soulever plusieurs problèmes liés à la thèse de la féminisation de la pauvreté<sup>19</sup>. Ainsi, cette thèse ne tient pas compte des différences entre les femmes, particulièrement celles entre les générations mais aussi entre les races. Ensuite, le fait de se concentrer sur le revenu (donc, de façon quantitative) pour définir l'état de pauvreté détourne l'attention d'autres dimensions plus complexes et abstraites de la pauvreté. Enfin, le fait de se concentrer sur la féminisation de la pauvreté peut nous faire oublier que les hommes sont aussi à risque de connaître des reculs, du moins sur le plan

économique. Or, il est particulièrement important d'en tenir compte car souvent, on va conclure que les femmes ont un revenu de plus en plus égal sinon supérieur à celui des hommes alors que c'est le revenu des hommes qui a baissé d'abord et avant tout<sup>20</sup>.

Je m'étais déjà demandé, en parlant des femmes et du développement, de quelles femmes on parlait au juste<sup>21</sup> mais aujourd'hui, devant les consignes d'égalité entre les femmes et les hommes, je me demanderais : égalité entre quelles femmes et quels hommes au juste? Il est donc important non seulement de conceptualiser la pauvreté comme étant « genrée » ou en d'autres termes comme étant structurée en fonction du genre et de la race mais aussi en fonction d'un ensemble d'autres facteurs tels que la classe sociale et la génération. C'est ce que certaines d'entre nous appellent l'approche de l'intersectionnalité. En somme, l'approche de la féminisation de la pauvreté n'est pas une approche satisfaisante en ce qu'elle homogénéise les femmes et qu'elle ne rend pas compte de la complexité des situations, bref ce n'est pas une approche de genre.

Dans le contexte d'une course à l'efficacité, et sachant que l'ACDI est une agence d'un pays touché par une vague néo-conservatrice profonde, on peut toutefois se demander si la critique de la féminisation de la pauvreté qui est implicite dans la nouvelle formulation de 2010 ne va pas rester lettre morte. Il n'y a pas nécessairement de réponse directe à cette question, mais on peut quand même examiner la situation dans un autre pays néo-conservateur et qui plus est, partenaire du Canada dans le cadre de l'Accord de libre échange nord-américain, le Mexique. L'intérêt de traiter du Mexique est que ce pays sert souvent de laboratoire aux institutions internationales et nationales pour tester un certain nombre de programmes et surtout certaines consignes y compris celles touchant le genre. On se rappellera que c'est à Mexico que s'est tenue en 1975 la première conférence internationale des Nations Unies sur la femme qui a marqué le coup d'envoi des approches de l'intégration des femmes au développement.

Je me propose donc d'examiner deux programmes avec lesquels j'ai été en contact au gré de mon travail de terrain, particulièrement à partir des années 2000 auprès de populations paysannes autochtones. Il s'agit du Programme Opportunités et d'un Programme de micro-crédit pour les femmes qui, tous deux, reconnaissent les inégalités construites entre les hommes et les femmes, de même que le déficit de pouvoir de ces dernières, et qui, donc, se font au nom de l'approche de la transversalisation du genre.

### **Deux programmes destinés aux femmes mexicaines**

Le programme Opportunités a été mis sur pied à la fin des années 1990. Le programme se déploie dans des régions et des localités ayant été préalablement définies comme étant marginalisées sur le plan économique. Il est destiné aux familles pauvres qui ont au moins un enfant à l'école en leur versant un certain montant chaque deux mois. Le montant reçu est de 10 % plus élevé lorsque l'enfant en âge scolaire est une petite fille. Les montants auxquels une famille a droit sont versés exclusivement aux mamans qui doivent aller les chercher personnellement, ce qui signifie de former de longues files d'attente à cette occasion. En retour, les mamans doivent assister à des causeries sur différents sujets tels que l'estime de soi, la santé reproductive, les droits, entre autres ;

elles doivent également montrer qu'elles voient à la bonne hygiène de leur foyer et à la propreté du terrain et de ses abords, ce que des agents vont vérifier à des moments précis. Trois manquements aux causeries, ou encore la désertion scolaire, signifient une exclusion définitive du programme.

Le gouvernement mexicain définit ce programme comme en étant un de co-responsabilité entre lui et les femmes intégrées dans le programme dans la mesure où les risques sont partagés : les femmes reçoivent l'argent si elles font des efforts à cette fin. Soit dit en passant, il est ironique de parler de co-responsabilité s'agissant du gouvernement mexicain. En effet, ce dernier vient de recevoir une sentence de la part de la Cour interaméricaine des droits de l'Homme qui le tient responsable de l'assassinat de trois jeunes filles dont les cadavres ont été découverts en 2001 dans une ville située à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis, Ciudad Juarez. Cet assassinat est resté impuni, tout comme d'ailleurs le sont des centaines d'autres assassinats de femmes dans cette ville – c'est le cas du féminicide une question qui va être traitée, je crois, par Jules Falquet demain et qui est touchée dans le Film *Désert de Croix* dans lequel j'ai fait une intervention et qui sera présenté demain midi.

De tous les programmes d'éradication de la pauvreté de la région, Opportunité est celui qui a été considéré comme ayant le plus de succès. En 2005, 5 millions de maisonnées, soit 25 millions de bénéficiaires (la population totale du Mexique étant d'environ 103 millions), participaient à ce programme. La Banque Inter-Américaine de développement lui a récemment fourni un milliard de dollars<sup>22</sup>. Effectivement, ces transferts monétaires ont permis de réduire la pauvreté, d'augmenter la présence des enfants en classe et d'améliorer la santé et la nutrition des participants. J'ai d'ailleurs reçu plusieurs témoignages comme quoi la bourse reçue (c'est ainsi que les gens de la campagne nomment le transfert d'argent) faisait toute la différence.

L'autre face de ce programme est un peu moins reluisante, il s'agit d'une combinaison de mesures certes en faveur de l'égalité, notamment des petites filles, mais aussi de mesures maternalistes<sup>23</sup>. En d'autres termes, ces mesures responsabilisent les mères de la même façon que l'assistance sociale l'a fait tout au long de l'histoire des politiques sociales en Amérique latine. Il est clair que le fait de verser l'argent aux femmes plutôt qu'aux hommes a pour but d'améliorer la condition des femmes pauvres dans un milieu où bien souvent les hommes ne participent ni monétairement ni physiquement aux soins des enfants. Cependant, le programme est nettement assistencialiste; il entretient le rôle traditionnel des mamans et, finalement, il ne favorise que très peu l'empowerment des femmes.

La plupart des observatrices et observateurs s'entendent pour dire qu'il y a eu des changements en ce qui a trait aux femmes en contexte de développement ces dernières décennies mais ils croient que ces changements sont plutôt superficiels et que l'égalité entre les hommes et les femmes que ce soit au nord ou au sud est loin d'être réalisée. On pourrait même dire, comme je l'ai précisé au début de cette communication, qu'il y a eu des reculs. Quelquefois ces reculs se dissimulent sous des apparences d'histoires à succès.

Certes aussi, des progrès ont été faits dans la scolarisation des petites filles, ce qui est reflété dans les statistiques correspondant au troisième Objectif du millénaire pour le développement. Cependant, il faut se demander, et pas seulement pour le Mexique, ce qu'il en sera lorsque ces petites filles vont arriver sur le marché du travail. Est-ce qu'il y aura des emplois, et surtout des emplois de qualité pour ces filles ? Pour un moment on a cru que les usines de sous-traitance, connues sous le nom de maquiladoras, constituaient une solution en ce qu'elles fournissaient des emplois aux jeunes filles. Dans la région du Mexique où j'ai travaillé, c'est-à-dire au sud-est, entre 1995 et l'an 2000, les jeunes filles ont été massivement intégrées au travail des maquiladoras qui s'étaient installées dans la région. J'ai eu l'occasion d'observer la dureté du travail, les cadences infernales, les frustrations des travailleuses et la médiocrité du salaire. J'ai eu également l'occasion d'observer l'introduction d'institutions financières et de crédit par le biais des maquiladoras, l'endettement progressif des travailleurs et des travailleuses au gré de leur engouement pour la consommation. Puis, peu à peu, les maquiladoras ont fermé leurs portes laissant les travailleuses sans formation, sans travail, et sans alternative.

Autrement dit, ce qui attend les jeunes filles qui vont à l'école, ce sont des emplois médiocres lorsqu'il y en a ou encore plus probablement le chômage. Même la vénérable OCDE le confirme en écrivant : « Alors que l'apparition des emplois dans l'industrie légère dans les pays en développement a donné du travail aux femmes, cela ne s'est pas traduit par des salaires plus élevés pas plus que par de meilleures conditions de travail. De plus, l'absence de représentation syndicale s'est traduite par un déficit de protection sociale<sup>24</sup> ». Dans la région où je travaillais au Mexique, il n'y avait tout simplement pas de syndicat dans les maquiladoras. L'argument ici n'est évidemment pas de nier les vertus de la scolarisation favorisée par le programme Opportunité mais de souligner qu'il est politiquement absurde de ne pas promouvoir en même temps l'accès à des emplois rémunérateurs et significatifs. On ne peut donc parler de développement durable dans ces conditions.

Aujourd'hui, les jeunes des deux sexes de la région étudiée se tournent de plus en plus vers la migration, qu'elle soit régionale ou internationale. J'ai rencontré des jeunes qui ne terminaient leur secondaire que parce qu'ils recevaient des bourses du programme Opportunité et qui disaient ouvertement qu'immédiatement après avoir reçu leur diplôme, ils s'en iraient de l' « autre côté » c'est-à-dire vers les États-Unis. Ici on pourrait aborder un autre problème, à savoir celui selon lequel l'État mexicain à travers le programme Opportunité est en train de financer la reproduction d'une main d'œuvre à laquelle les États-Unis d'Amérique, qui constituent la principale destination des émigrants, n'auront pas contribué<sup>25</sup>. En fait, c'est comme si les préoccupations pour un développement durable de même que sa critique restaient toujours en deçà des grandes dynamiques continentales et manquaient de vision d'ensemble. On appelle cela un manque de volonté politique.

L'autre exemple que je veux aborder même brièvement est celui du micro-crédit pour des femmes autochtones mayas au Mexique. Il s'agit d'une autre forme que prennent les efforts d'éradication de la pauvreté axés sur l'auto-emploi. L'implantation du micro-

crédit dans la région où je me trouvais entre les années 2004 et 2007 était relayée par l'État et ses fonctionnaires – en fait il s'agissait d'un projet-pilote qui, je le suppose, devait ouvrir la porte aux institutions de microfinance proprement dites. Sans entrer dans les détails car ils sont décrits dans mon article inédit inclus dans le recueil de textes, je peux au moins dire que les femmes étaient recrutées de façon autoritaire par les fonctionnaires qui semblaient plus intéressés par le succès du projet pilote que par le bien-être des femmes. Soit dit en passant, on voit, du moins de ce cas, que le développement n'est pas nécessairement au service des gens, et que ce sont en fait les gens et ici les femmes qui sont au service du développement. Ici, développement durable fait référence à la durabilité de l'industrie du développement. Mais passons.

Le micro-crédit qu'on offrait à ces femmes paysannes autochtones devait servir en général à financer la fabrication d'objets d'artisanat avec des motifs qui font référence à la culture maya ou enfin à ce que les touristes se représentent de la culture maya. En effet, ces objets sont principalement destinés au marché, particulièrement dans le contexte de l'industrie touristique qui est très importante au Mexique parce qu'elle génère des devises étrangères et ainsi contribue à atténuer la dette extérieure.

Théoriquement et contrairement à ce qu'en disent ses promoteurs, le microcrédit s'harmonise bien avec le développement néo-libéral. De plus, il est susceptible de transformer les femmes en « acteurs économiques *efficaces* » sans grand frais pour le gouvernement ni même pour les institutions financières puisque l'on parle ici de tout petits prêts que les femmes remboursent d'ailleurs de façon exemplaire. Dans les faits cependant, on remarque que les femmes ne passent que difficilement à des prêts plus significatifs. Elles sont ainsi maintenues dans certains secteurs, comme l'artisanat, souvent peu rémunérateurs, ce qui ne contribue nullement à l'acquisition ou au renforcement de leur pouvoir<sup>26</sup>.

### **Critique de la transversalisation du genre (ou du *mainstreaming*)**

Mes observations sur le terrain semblent confirmer les critiques et les réserves que certains auteurs ont émis à propos de la transversalisation du genre car c'est au nom de cette consigne que l'on a implanté le microcrédit dans les campagnes mexicaines. Pour Sylvia Walby, par exemple, la transversalisation du genre est à la fois un ensemble théorique et un ensemble de pratiques. En tant qu'ensemble théorique, la transversalisation du genre consiste à réviser les concepts-clés et à proposer une théorie séparée du genre. En tant qu'ensemble de pratiques, la transversalisation constitue une stratégie pour améliorer la portée des principales politiques en mettant au jour la nature genrée des idées reçues, des processus et des résultats<sup>27</sup>.

Le problème réside dans le fait que la transversalisation de genre s'est institutionnalisée à travers des organismes nationaux fortement marqués par le néo-conservatisme dont je parlais tout à l'heure<sup>28</sup>. Les directives originant de ces organismes se sont peu à peu dépolitisées au cours des trois dernières décennies en même temps que les mouvements de femmes ont été cooptés et aussi fragmentés par nulles autres que les agences des Nations Unies de même que par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.



La discrimination systémique est ignorée. Des expressions comme « patriarcat » sont à toutes fins pratiques bannies du vocabulaire et on a un sourire condescendant pour les féministes qui s'acharnent à faire l'examen des relations entre le patriarcat et les institutions de l'État ou encore celles qui parlent de relations capitalistes de pouvoir. Les notions comme « transversalisation de genre » et « autonomisation des femmes » ont pour une large part remplacé la lutte des femmes. C'est ce qu'on appelle la « dépolitisation » du féminisme<sup>29</sup>.

Cette critique rejoint, à peu de choses près, la déclaration formulée par les femmes autochtones lors de la Conférence de Beijing en 1995 qui condamnaient déjà la mondialisation et le nouvel ordre mondial comme étant anti-femmes, anti-pauvres et anti-autochtones (Radcliffe et al, 2003 : 387). Elles situaient fermement les préoccupations de genre dans le contexte du racisme, de la pauvreté et du *désempowerment* politique; elles critiquaient par la même occasion les corporations transnationales, la nouvelle géopolitique globale et l'appropriation des connaissances indigènes – tout en réaffirmant les rôles socioculturels des femmes et leur droit à de nouvelles formes de développement<sup>30</sup>.

Il faut réfléchir, tout comme l'ont fait Maxine Molyneux et Jules Falquet, notamment, sur le fait que l'adoption du concept d'empowerment ou d'autonomisation des femmes par les agences a coïncidé avec un désengagement de l'État du domaine du social. De plus en plus, les ONG et même les ONG féministes ont pris le relais de l'État dans la dispensation des services et il s'est avéré qu'elles sont, de même que les femmes auprès desquelles elles interviennent, « efficaces ». Par conséquent, en mettant de l'avant l'autonomisation des femmes sur le plan des politiques publiques, on permet d'économiser les ressources matérielles vouées au développement durable! Autrement dit, les femmes peuvent faire plus avec moins. C'est dans ce contexte qu'ont été mis sur pied des programmes d'amélioration du bien-être et de la productivité qui passent par l'augmentation de la scolarisation des femmes, par l'accès au micro-crédit, et par l'amélioration de leur compétence au travail, entre autres.

### **Le mythe du développement : contradictions entre le discours et l'action**

Une des contradictions ou l'un des paradoxes les plus importants de l'entreprise du développement, c'est que malgré un discours souvent progressiste, le développement durable ou non, reste un mythe<sup>31</sup>. Le développement reste un mythe et cela peut se vérifier si l'on considère les contradictions entre les discours de certains pays, incluant le Canada, à l'endroit de l'égalité entre les sexes et le niveau de financement qui lui est alloué. Non seulement le financement des programmes et des projets découlant de cette politique est nettement insuffisant au départ, il a également chuté entre 1999 et 2005. Plus précisément, les programmes portant expressément sur l'égalité entre les sexes sont passés de 1,85% de l'Aide publique au développement gérée par l'ACDI de 1999 à 2001 à seulement 1,01 % en 2005-2006<sup>32</sup>. Cela reflète d'ailleurs le recul global de l'Aide publique au développement.

En 2005, l'Aide publique canadienne au développement atteignait 0,34 % de son Revenu National brut, loin derrière la moyenne des pays donateurs de l'OCDE qui était alors de 0,47 %. En 2009, l'ADP canadienne avait reculé pour n'atteindre que 0,30%, la moyenne des pays donateurs de l'OCDE étant alors de 0,48 %. Seulement entre 2008 et 2009, l'ADP canadienne a reculé de 9,5 %, apparemment en raison d'un effort particulier en 2008 dans le cadre de l'Association Internationale de Développement, une institution de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres de la planète. Pourtant, il y a 30 ans, le Canada était l'un des pays de l'OCDE qui s'était engagé à ce que son budget de l'aide atteigne 0,7 % de son Revenu national brut tel que suggéré par les Nations Unies. Seuls cinq pays l'ont atteint ou même dépassé : la Suède, la Norvège, le Luxembourg, le Danemark et les Pays Bas<sup>33</sup>. De toutes façons, au Canada ces jours-ci, on voit bien où on place les priorités alors que près d'un milliard de dollars sera consacré à la sécurité des grands de ce monde qui viennent aux réunions du G8 et du G20 dans le coin de Toronto. Or ce que le gouvernement Harper propose pour sa fameuse initiative pour la santé maternelle dans les pays en développement – de laquelle il exclut les services d'avortement – ce soit précisément 1,4 milliards mais sur...cinq ans<sup>34</sup>

Telles sont à mon avis les contradictions et les paradoxes fondamentaux qui nous permettent de nuancer considérablement les discours tenus sur le développement qu'on lui accole le qualificatif de durable ou non. Et comme si cela n'était pas assez, on peut s'arrêter sur un autre paradoxe dont bien peu d'entre nous ne sommes vraiment conscientes, celui des flux financiers du sud vers le nord. Les résultats de 50 années d'expérience montrent en effet que l'aide sert davantage les intérêts des pays donateurs que ceux des pays en développement. Le flux net de capital depuis les pays en développement se trouvant à la périphérie du système en 2004 a été d'environ 239 milliards de dollars américains. Dans le cas de l'Afrique notamment, le service total de la dette de l'Afrique sub-saharienne en 1993 a été de 11,35 milliards de dollars américains. De cette façon, les populations des nations pauvres sont celles qui supportent les modes de vie des Nations du Nord. Ceci vient s'ajouter aux transferts illégaux qui sont estimés entre 50 et 80 milliards annuellement de pays à bas ou à moyens revenus vers des comptes en banques occidentaux. Comme le dit Veltmeyer: « Dans ce contexte, l'aide peut vraiment être vue comme un catalyseur de sous-développement et de régression plutôt que de croissance et de développement<sup>35</sup> ».

En somme, alors que les pays du Nord font grand état de l'Aide publique au développement et qu'en général les populations sont plutôt négatives ou indifférentes par rapport aux budgets qui y sont alloués, sauf en ce qui concerne l'aide d'urgence ou l'aide humanitaire, les montants ne sont pas à la hauteur des discours, qu'ils concernent le développement en général ou encore la promotion de l'égalité entre les sexes en contexte de développement.

### **Conclusion : efficacité et instrumentalisation des femmes**

On peut donc légitimement se demander comment les gouvernements peuvent encore parler de développement durable dans ce contexte et en fait, on constate qu'ils en parlent de moins en moins tout en insistant sur l'*efficacité* de l'aide. Ainsi, l'OCDE affirme que :

« l'augmentation de la participation des femmes est la clé pour une croissance plus rapide et pour la réduction de la pauvreté dans les pays du sud<sup>36</sup> ». Il importe, selon cette vénérable institution de « Making Use of Female Human Capital », ce qui peut être traduit si on est neutre comme : « Utiliser le capital humain féminin » ou si on est moins neutre : « Profiter du capital humain féminin ». Dans un cas comme dans l'autre, il est clair que l'on mise sur les femmes pour le développement mais la marge est mince entre miser et compter sur elle et les instrumentaliser.

L'instrumentalisation des femmes se produit lorsque celles-ci sont positionnées de manières hautement stratégiques<sup>37</sup>. Dans un contexte de fondamentalisme du marché, l'instrumentalisation des femmes prend un relief particulier car on en vient à les considérer comme une ressource, comme un investissement rentable<sup>38</sup>. Sur le plan du développement international, l'instrumentalisation du genre fait référence à la forme sous laquelle les consignes internationales parviennent aux organisations de développement, soit sous forme d'un ensemble de formules et de façons de faire (*packages*) qui favorisent une application plutôt mécanique des mesures visant l'égalité de genre<sup>39</sup>. Dans le contexte néo-conservateur actuel sur le plan politique, des hommes considérant avoir été exclus des processus sociaux réclament leur réinsertion au nom de la consigne de transversalisation du genre ou le *mainstreaming*. Or, là où les droits des femmes sont constamment remis en question, cette réclamation conduit ni plus ni moins à un *backlash* à l'égard des femmes<sup>40</sup>.

Voilà donc où nous en sommes en ce qui concerne les relations entre les femmes et le développement durable. La perspective féministe à cet effet consiste à rester vigilantes en ce qui concerne toutes les dynamiques touchant les rapport entre les hommes et les femmes et ce à toutes les échelles du social, que ce soit sur l'échelle globale et structurelle, sur l'échelle des institutions et des organisations, sur l'échelle locale de même que sur l'échelle individuelle et du corps. Ces dynamiques sont essentiellement politiques. Trop souvent, on est obligé de se concentrer sur une seule dimension du développement et on oublie les autres. Proposer le développement durable aux femmes tant des pays en développement que des pays développés n'a de sens que si on remet en question les logiques néolibérales qui sous-tendent les consignes de développement et même celles d'égalité entre les sexes.

Pour terminer, y a-t-il donc une alliance possible entre le féminisme et le développement durable? Dans le contexte actuel, alors que le développement durable se mesure à l'aune de l'efficacité, la réponse pour moi est négative. Par contre, je suis très loin d'avoir épuisé tous les arguments pour ou contre. Cependant, ce que je sais, c'est que ce contexte néo-conservateur doit nécessairement changer et il ne le sera pas sans l'apport critique des féministes tant les intellectuelles que les militantes et activistes ou encore celles qu'on appelle les féministes « institutionnelles » et surtout sans la mise en commun de l'expérience que les femmes en général ont pu avoir ou qu'elles ont avec le développement durable, une expérience sans aucun doute singulière.

## NOTES

<sup>1</sup> Pour les fins de cette communication, j'ai utilisé une synthèse des statistiques faite par l'Association Adéquations en avril 2009. Chiffres et données sur les inégalités femmes-hommes. En ligne : [www.aadequations.org](http://www.aadequations.org), consulté le 5 mai 2010.

<sup>2</sup> Site Radio Canada 27 avril 2010.

<sup>3</sup> Cornwall, Andrea et Maxine Molyneux. 2006. « The Politics of Rights – Dilemmas for Feminist Praxis : an Introduction », *Third World Quarterly*, 27 (7) : 1175-1191 (page 1178).

<sup>4</sup> Connell, R.W. 2005. « Hegemonic Masculinity – Rethinking the Concept », *Gender & Society*, 19 (6) : 829-859 (page 854).

<sup>5</sup> Vivien, Renaud, 2010, L'annulation de la dette du Tiers Monde, *Courrier hebdomadaire*, n° 2046-2047 (page 19). Je souligne car cette formulation sera reprise un peu plus loin dans ce texte à propos des politiques canadiennes.

<sup>6</sup> Vivien, op.cit. p. 14.

<sup>7</sup> Vivien, op.cit. p. 19.

<sup>8</sup> Vivien, op.cit. p. 19.

<sup>9</sup> Massey, Douglas S., Magaly Sanchez R. et Jere R. Behrman 2006 Of Myths and Markets, *Annals, AAPSS*, 606 : 8-31. Veltmeyer, Henry. 2005. « Development and Globalization », *Canadian Journal of Development Studies*, vol. XXVI, no. 1, pp. 89-106.

<sup>10</sup> Stiglitz, Joseph E., 2002, Liberté de choisir? Pp. 101-152. Chapitre 3. Dans Joseph E. Stiglitz. *La grande désillusion*. Paris : Fayard.

<sup>11</sup> <http://www.pfcmc.com/french/millenaire/ares552f.htm>, consultée le 6 mai 2010.

<sup>12</sup> Les féministes auxquelles il est ici fait référence sont celles qu'UNIFEM a mobilisé lors d'un forum de discussion sur le genre et les OMD et qui a duré quelque cinq semaines en 2003. Plus de 400 femmes vouées à la promotion de l'égalité des femmes, tant des horizons institutionnels que des organisations non gouvernementales et de la société civile, ont participé. Voir à ce sujet : Heyzer, Noeliin, 2005, « Making the Links : women's rights and empowerment are key to achieving the Millennium Development Goals ». *Gender and Development*, 13 (1): 9-12.

<sup>13</sup> Voir la note 1.

<sup>14</sup> OCDE 2008 *Gender and Sustainable Development. Maximizing the Economic, Social and Environmental Role of Women*. OCDE, page 12. Version en ligne: <http://www.oecd.org/dataoecd/58/1/40881538.pdf>, consultée la dernière fois 18 mai 2010.

<sup>15</sup> ACDI 1999 *Politique de l'ACDI en matière d'égalité entre les sexes*. Gatineau : ACDI.

<sup>16</sup> ACDI 2010 *Égalité entre les sexes. Politiques et outils*. Gatineau : ACDI, page 2.

<sup>17</sup> ACDI 2010 *Égalité entre les sexes. Politiques et outils*. Gatineau : ACDI, page 2.

<sup>18</sup> <http://www.acdi-cida.gc.ca/acdi-cida/acdi-cida.nsf/fra/FRA-825105226-KFT>, consulté le 19 mai 2010.

- 
- <sup>19</sup> Les lignes suivantes sont inspirées de: Chant, Sylvia 2008, The 'Feminisation of Poverty' and the 'Feminisation' of Anti-Poverty Programmes: Room for Revision?, *Journal of Development Studies*, 44(2): 165-197.
- <sup>20</sup> Bellone Hite, Amy et Jocelyn Viterna, 2005, "Gendering Class in Latin America. How Women Effect and Experience Change in the Class Structure", *Latin American Research Review*, 40 (2): 50-82.
- <sup>21</sup> Labrecque, Marie France 1991 Les femmes et le développement: de qui parle-t-on au juste?, *Recherches féministes*, Vol. 4 (2):9-24.
- <sup>22</sup> Molyneux, Maxine. 2006. « Mothers at the Service of the New Poverty Agenda : Progres/Oportunidades, Mexico's Conditional Transfer Programme », *Social Policy & Administration*, 40 (4) : 425-449.
- <sup>23</sup> Voir à ce sujet Molyneux, Maxine. 2006. « Mothers at the Service of the New Poverty Agenda : Progres/Oportunidades, Mexico's Conditional Transfer Programme », *Social Policy & Administration*, 40 (4) : 425-449.
- <sup>24</sup> OCDE 2008 : 70.
- <sup>25</sup> Voir Wilson, Tamar Diana, 2006, « Strapping the Mexican Woman Immigrant : The Convergence of Reproduction and Production », *Anthropology Quarterly* 79 (2): 295-302, page 297.
- <sup>26</sup> Lairap-Founderson 2002 dans Sohal 2005 : 668. Strategic Engagements: Exploring Instrumentalist Approaches to Engendering Development. *Canadian Journal of Development Studies*, vol. XXVI, Special Issue: 665-676.
- <sup>27</sup> Walby, S. 2003 Gender Mainstreaming. Productive Tensions in Theory and Practice. Contribution to ESCR Gender Mainstreaming Seminars.  
<http://www.leeds.ac.uk/sociology/people/swdocs/Gender%20Mainstreaming%20Overview.pdf>, Consulté le 10 octobre 2008 (page 2).
- <sup>28</sup> Radcliffe, Sarah A., Nina Laurie et Robert Andolina, 2003, «The Transnationalization of Gender and Reimagining Andean Indigenous Development», *Journal of Women in Culture and Society*, 29 (2): 387-416. (page 398 – j'ai traduit la citation).
- <sup>29</sup> Ces dernières lignes sont inspirées de Mojad, Shahrzad 2007 « Essay : Thoughts on transnational feminism and anti-imperialism ». En ligne : <http://www.wluml.org/node/3505>, consulté le 15 mai 2010
- <sup>30</sup> Radcliffe, Sarah A., Nina Laurie et Robert Andolina, 2003, «The Transnationalization of Gender and Reimagining Andean Indigenous Development», *Journal of Women in Culture and Society*, 29 (2): 387-416. (page 404)
- <sup>31</sup> Selon Fabrizio Sabelli en effet, « Les récits mythiques des origines, les mythes fondateurs, qui revêtent en général la forme du récit narratif fonctionnent comme Vérité ou comme Parole vraie, même si en réalité ils sont faux, c'est-à-dire le fruit d'une sorte de fabulation collective (...) Le paradoxe de tout mythe est d'être *faux* dans sa propre réalité et *vrai* dans l'imaginaire social ». Sabelli, Fabrizio 1993 *Recherche anthropologique et développement. Éléments pour une méthode*. Paris: Éditions de la maison des sciences de l'homme, p. 19-20.
- <sup>32</sup> Groupe de travail informel sur les droits des femmes 2009 *Consolider le leadership international du Canada en matière de promotion de l'égalité entre les sexes* (page 6). En fait, les données plus complètes constituant le contexte de ces données (mais que je ne citerai pas dans la version orale de cette communication en raison de leur lourdeur) sont les suivantes : « ...le total des investissements de l'ACDI

---

au titre de l'égalité entre les sexes (ES) (à la fois dans les programmes visant expressément l'égalité entre les sexes et intégrant l'égalité entre les sexes) s'élevait à 793 millions de dollars, ou 4,7 % des 16,9 milliards de l'Aide publique au développement (APD) *gérée par* l'ACDI entre 1998 et 2005. Ces investissements ne représentaient que 3,8 % du total de l'APD du Canada, qui atteignait 21 milliards pour la même époque » (...) En ligne : [http://www.ccic.ca/files/fr/what\\_we\\_do/002\\_gender\\_cida\\_analysis\\_cso\\_response.pdf](http://www.ccic.ca/files/fr/what_we_do/002_gender_cida_analysis_cso_response.pdf), consulté le 18 mai 2010.

<sup>33</sup> [http://www.oecd.org/document/11/0,3343,fr\\_2649\\_34487\\_44995507\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/11/0,3343,fr_2649_34487_44995507_1_1_1_1,00.html), Consulté le 4 mai 2010.

<sup>34</sup> Inspiré de la une du journal *Le Devoir* des 20 et 30 mai 2010: «Trois jours de sécurité coûterait autant que 5 ans de santé maternelle ».

<sup>35</sup> Veltmeyer, Henry (2005) «Development and Globalization». *Canadian Journal of Development Studies*, vol. XXVI, no. 1, p. 89-106 (page 97).

<sup>36</sup> Ma traduction. OCDE 2008 :20.

<sup>37</sup> Dobrowolsky, A. 2007 (In)Security and Citizenship: Security, Im/migration and Shrinking Citizenship Regimes. *Theoretical Inquiries in Law*. 8 (2) 629-662 (page 631).

<sup>38</sup> Treillet 2008 L'instrumentalisation du genre dans le nouveau consensus de Washington. *Actuel Marx*, 44 (2) : 53-67 (page 64).

<sup>39</sup> Sohal 2005 Strategic Engagements: Exploring Instrumentalist Approaches to Engendering Development. *Canadian Journal of Development Studies*, vol. XXVI, Special Issue: 665-676 (pages 670-672).

<sup>40</sup> Radcliffe, Sarah 2006 « Development and Geography : Gendered Subjects in Development Processes and Interventions », *Progress in Human Geography* 30 (4): 524-532 (p. 526).